

## Intervention du SNUEP-FSU au débat général

La voie professionnelle, vous le savez, est au cœur d'enjeux socio-économiques qui dépassent largement le seul cadre scolaire. Le modèle libéral de société imposé par le président Macron percute de plein fouet la formation professionnelle des jeunes, notamment les 1,5 millions NEET, mais aussi celle des salarié-es et des privé-es d'emploi.

Les dispositifs des plans de relance et des PIC, le plan *1 jeune 1 solution*, l'apprentissage, les contrats « garantie-jeune » ne sont aucunement des solutions pour quiconque mesure les enjeux d'avenir pour notre pays.

- Ce sont des modèles qui n'ont de formation que le nom : ils n'offrent absolument pas de qualifications solides pour une entrée durable dans l'emploi et sont en réalité de simples parcours d'accompagnements vers la précarité - conditionnant les jeunes et les salariés les plus fragiles à accepter des aller/retours entre emploi précaire et chômage.
- Des sommes faramineuses d'argent public sont fléchées vers les entreprises sans obligation d'embauche quand parallèlement les organismes publics qui accompagnent ces jeunes manquent cruellement de personnels : et je pense ici notamment aux personnels des missions locales ou de Pôle-emploi.
- On voit aussi se multiplier des mesures de contrôle sur les bénéficiaires de ces dispositifs : on peut aisément faire le parallèle avec la loi assurance chômage.

On retrouve donc dans les politiques liées à la formation professionnelle les mêmes éléments que dans tous les autres secteurs : des instruments de mise en concurrence dans des logiques de marchandisation à des fins de privatisation.

Ces modèles de formation sont à l'opposé des besoins sociaux, des enjeux écologiques et

évidemment du projet de société que le SNUEP et la FSU portent. Pour nous, il faut garantir aux plus fragiles des formations solides et qualifiantes pour sécuriser les parcours scolaires et professionnels.

Ces choix politiques diffusent jusque dans les politiques éducatives et la voie professionnelle scolaire en est une cible privilégiée. La transformation de la voie professionnelle conjuguée à la loi *Avenir pro* sont des instruments qui progressivement détruisent les lycées professionnels et, au-delà des effets immédiats : suppression de 1 280 postes de PLP et la perte de 20 000 élèves dans la voie professionnelle scolaire sur le quinquennat, l'objectif est bien à terme d'exclure les jeunes qui se destinent à des métiers d'ouvrier-e ou d'employé-e du giron de l'école pour les laisser à la main du patronat.

- La loi *Avenir pro* a mis en concurrence tous les jeunes et tous les établissements CFA, LP, Ecoles de production : en favorisant et en finançant largement les CFA de branches et les écoles patronales au détriment des LP qui se transforment progressivement en sas Apprentissage.
- Avec la transformation de la voie professionnelle, le ministre s'attaque frontalement aux formations sous statut scolaire en les déprofessionnalisant et réduisant le temps scolaire. Les élèves ont ainsi perdu une dizaine d'heures hebdomadaires d'enseignement disciplinaire.
- Le ministère s'attaque aussi aux PLP en modifiant un décret statutaire pour tenter de vider les LP de leurs enseignantes et enseignants titulaires.

Dans ce contexte le SNUEP-FSU reste à l'offensive : nous portons haut et fort notre mandat commun

de scolarisation obligatoire à 18 ans car c'est une exigence, une urgence sociale et une condition impérative de notre projet de démocratisation car ce mandat implique :

- Une obligation pour notre ministère de financer largement la voie professionnelle publique et de la sortir de son rôle de relégation.
- De réinstaurer des parcours en 4 ans au lycée afin que chaque jeune soit certifié et armé pour poursuivre ses études et/ou affronté de façon plus sécurisé le monde du travail.
- De transformer en profondeur les politiques publiques d'orientation et de sortir la voie professionnelle de sa concurrence profondément inégalitaire et injuste avec l'apprentissage.

Nous portons aussi le mandat d'augmenter le temps scolaire en augmentant la présence des élèves à 34 h hebdomadaire et en diminuant le temps des PFMP : en ce sens notre mandat est entièrement en phase avec celui du SNEP d'augmenter à 4 h hebdomadaire l'EPS.

Dans cette période électorale, le SNUEP-FSU porte aussi ses propositions à tou-tes les candidat-es (sauf celles et ceux de l'extrême droite).

Le SNUEP-FSU continuera de mener une campagne offensive sur les salaires et les pensions, et il s'engagera avec la FSU dans un calendrier d'actions Fonction publique et Interprofessionnelle où le 8 mars doit être une étape bien crantée dans l'agenda social avec une nouvelle date de mobilisation rapide la plus unitaire possible.